



Minister for
International Trade

Ministre du
Commerce extérieur

STATEMENT DISCOURS

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

87/19

Déclaration de
l'honorable Pat Carney,
ministre du Commerce extérieur,
au National Press Club

CANBERRA, AUSTRALIE

Le 27 mars 1987

Canada

Je suis heureuse de pouvoir vous parler aujourd'hui des intérêts que partagent nos deux pays, surtout dans le domaine du commerce international. Je voudrais également aborder une question qui me tient beaucoup à coeur. L'Exposition que nous avons accueillie à l'été 86 à Vancouver, et vos plans pour Expo 88 à Brisbane.

Je ne suis pas le premier ministre canadien à mentionner que, malgré la distance qui les séparent, le Canada et l'Australie ont beaucoup en commun. Nous avons tous deux de vastes terres peu peuplées et riches en ressources naturelles. Bien que fortement urbanisés, nous avons tous deux notre part de pionniers, d'aventuriers, de boucaniers et de premiers ministres, de gens qui ont dû lutter fort pour survivre dans des conditions souvent difficiles et parfois très pénibles.

Nos mythes nationaux respectifs sont fort similaires. Avec des ajustements mineurs pour tenir compte des différences de climat et de géographie, les thèmes pionniers des poèmes de Banjo Patterson pourraient facilement être confondus avec ceux du canadien Robert Service.

En tant que membres influents du Commonwealth, nous partageons le même héritage colonial, le même régime de gouvernement, une même préoccupation pour les droits de la personne et le même respect pour la règle de droit.

Au plan international, en tant que puissances intermédiaires, nous avons joué des rôles importants et positifs dans l'établissement de règles internationales dans un grand nombre de domaines. Dans celui du commerce, le Canada et l'Australie ont été des membres fondateurs du GATT.

Même avant le GATT, alors que le monde était aux prises avec la Dépression, nous avons tenté de réduire les barrières posées à notre commerce à l'intérieur du Commonwealth. Nous nous sommes réciproquement accordé des tarifs préférentiels - un arrangement qui se poursuit encore aujourd'hui. Depuis la création du GATT, nous collaborons pour promouvoir nos intérêts communs.

Facteur peut-être encore plus important, le Canada et l'Australie connaissent actuellement une profonde mutation dans la façon dont ils voient le monde de demain. Nous ne nous considérons plus comme des postes européens éloignés, mais plutôt comme des parties intégrantes de la région Asie-Pacifique. Nous sommes d'importants membres de la Communauté du Pacifique et nous avons tout particulièrement intérêt à la voir prospérer et se développer.

C'est vers notre région du monde que se déplace la puissance économique. Elle se déplace de l'Atlantique vers le Pacifique. Le Japon, les pays de l'ASEAN et la Chine, pays qui s'éveille et se tourne vers l'extérieur, sont devenus des forces avec lesquelles nous devons tous compter.

Ces pays constitueront les marchés de croissance du 21^e siècle. Ils offriront de nouveaux débouchés à des pays comme le Canada et l'Australie. Ils présenteront également de nouveaux défis parce qu'ils nous livreront concurrence.

Pour nos deux pays, l'un des défis immédiats est de diversifier nos économies. Bien que le Canada ait à nombre d'égards une économie moderne impressionnante et diversifiée, plusieurs régions du pays - dont la mienne - sont fortement tributaires des marchés internationaux des produits de base. Comme dans le cas de l'Australie, le déclin des termes de l'échange de nos exportations de ressources et de produits agricoles nous a forcés à nous diversifier. Mais nos économies sont dynamiques et nos secteurs de la fabrication et des services joueront un rôle de plus en plus important dans nos deux pays.

Ces secteurs doivent être compétitifs au plan international, et la norme qui permettra de juger cette compétitivité pourrait bien être établie par le Japon et par la Corée, ou par les autres nations de l'Asie et du Pacifique, et non par l'Europe et les États-Unis.

Vous connaissez sans doute les efforts de votre gouvernement et du mien pour tenter de régler les sérieux problèmes qui affligent le système commercial international. Il ne fait pas de doute que, dans les dernières années, l'efficacité avec laquelle ce système gère l'échange loyal de marchandises a été sérieusement minée.

En ce qui concerne le commerce international des produits agricoles, le système commercial - qui n'a d'ailleurs jamais été très fort - connaît maintenant un état de crise. Comme je l'ai déjà mentionné, si vous voulez voir ce que l'absence de règles efficaces ferait au commerce international des marchandises, vous n'avez qu'à examiner comment se fait le commerce des produits agricoles.

Il y a deux cent ans, lorsque la première vague de colons britanniques a atteint l'Australie, les gouvernements pouvaient développer leurs politiques économiques sans tenir compte de l'économie internationale. Cette époque est depuis longtemps révolue. Aucun gouvernement ne peut adopter des politiques sans tenir compte de leur incidence sur la capacité des producteurs nationaux à livrer concurrence à l'étranger.

Malheureusement, certains gouvernements sont même allés plus loin. Ils ont adopté des politiques qui ont artificiellement renforcé la capacité de concurrence de leurs producteurs. Ici encore, l'agriculture en est le meilleur exemple.

Lorsqu'elle a adopté sa Politique agricole commune il y a trente ans, la Communauté européenne recherchait une plus grande autosuffisance. Malheureusement pour tous les autres, ses politiques ont réussi bien mieux que ses artisans n'auraient jamais pu l'espérer. Il est à peine utile que je rappelle aux Australiens que l'un des changements les plus importants sur les marchés mondiaux dans ces dix dernières années a été la mutation qu'a réalisée la CE qui, d'une position d'importateur net, s'est transformée en un exportateur net de la plupart des grands produits agricoles.

Qu'il s'agisse du blé, du boeuf, du sucre ou des produits laitiers, la CE a accumulé des excédents massifs et s'est implantée sur de nouveaux marchés extérieurs par ses subventions à l'exportation.

Certains de ces marchés vous appartenaient, certains nous appartenaient, et certains autres étaient dominés par les États-Unis, qui ont réagi en intensifiant la concurrence pour les marchés extérieurs avec leurs propres subventions. Cela a entraîné une réduction des cours internationaux des céréales et des oléagineuses que nous exportons. Ainsi, le programme américain de valorisation des exportations a pénalisé nos fermiers comme les vôtres.

Nos deux pays ont malheureusement vu cette guerre des subventions s'étendre à leurs marchés traditionnels au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Chine, marchés qui, nous avait-on assurés, ne devaient pas être touchés par le programme de subventions américaines.

La surenchère du subventionnement n'est pas un bon moyen d'obtenir ce que Washington appelle le respect des mêmes règles du jeu. Les subventions assurent la survie des producteurs qui sont le plus en mesure de les cumuler, mais qui ne sont pas nécessairement les plus efficaces.

Voilà qui souligne le problème fondamental du système commercial multilatéral: les règles existantes ne peuvent tout simplement répondre adéquatement aux exigences de l'économie mondiale des années 80. De plus, il est absolument essentiel que les gouvernements harmonisent leurs politiques économiques intérieures en resserrant la réglementation du commerce international.

Avec son marché intérieur de 26 millions de consommateurs et des ressources ne lui permettant pas de livrer concurrence dans un monde où le succès est souvent déterminé par la taille du Trésor national, le Canada tente de renforcer sa compétitivité au plan international par diverses mesures de politique positives et extraverties. Permettez-moi de mentionner deux de ces mesures: la participation du Canada aux négociations du GATT et les négociations qu'il mène actuellement avec les États-Unis.

D'abord et avant tout, nous voulons libéraliser davantage le commerce mondial en participant activement à la Ronde Uruguay de Négociations commerciales multilatérales. La diplomatie commerciale multilatérale est la pierre d'angle de notre politique commerciale.

Nos objectifs pour la Ronde Uruguay peuvent être résumés ainsi:

- Premièrement, nous voulons arrêter la progression du protectionnisme et l'utilisation des pratiques commerciales abusives;
- Deuxièmement, nous voulons élargir l'accès aux marchés extérieurs;
- Troisièmement, nous voulons réformer les règles du commerce agricole - surtout en ce qui touche les subventions;
- Quatrièmement, nous voulons réduire l'utilisation des recours prévus par la législation commerciale;
- Cinquièmement, nous voulons renforcer l'efficacité du GATT en tant qu'institution;
- Et sixièmement, nous voulons adapter le GATT à l'évolution du commerce mondial. Il faut qu'il traite des nouvelles questions que sont les services, la propriété intellectuelle et l'investissement.

Le Canada aborde cette Ronde avec un sentiment d'urgence. Le GATT doit être renforcé; il doit être adapté aux réalités d'aujourd'hui; et il doit retrouver une nouvelle crédibilité.

L'une des façons de faire avancer le processus est d'assurer que nos négociateurs reçoivent de meilleures orientations ministérielles.

Les ministres devront certainement examiner périodiquement les progrès réalisés aux négociations de Genève, tout comme nous l'avons fait cette semaine à la réunion du lac Taupo, en Nouvelle-Zélande.

Une autre façon de faire avancer les choses est de former des alliances stratégiques sur des questions spécifiques. L'exemple le plus notable est le groupe des 14 négociants loyaux de produits agricoles qui s'est réuni en août dernier à Cairns, à la demande de l'Australie.

Cette alliance était en partie une réaction naturelle à la puissance qu'exercent les trois grandes entités commerciales que sont le CEE, les États-Unis et le Japon. Le fait que le groupe de Cairns ait réussi à donner une place prédominante à l'agriculture sur l'ordre du jour des NCM montre comment des pays moins influents peuvent renforcer leur influence en collaborant.

L'établissement de telles coalitions montre également à quel point l'économie mondiale s'est transformée. Les réalités économiques ont atténué les divisions philosophiques qui séparaient le Nord et le Sud dans les années 60 et 70.

Ce qui est particulièrement vrai de la région Asie-Pacifique. Le Canada espère que la Ronde Uruguay permettra aux nations de l'Asie de s'intégrer pleinement au système commercial mondial. Ces nations doivent jouer, dans le renforcement du système commercial multilatéral, un rôle tout aussi important que la place qu'elles occupent dans l'économie mondiale.

Nous voyons des signes encourageants que le Japon est disposé à assumer un important rôle de leadership dans cette Ronde, et nous nous attendons à ce que ce pays ouvre davantage ses marchés aux produits agricoles, aux produits de la pêche et aux produits valorisés à base de ressources naturelles.

Nous sommes heureux que la Chine participe à la nouvelle Ronde, et nous veillerons à encourager ce pays à adapter son régime commercial aux règles du système commercial international.

Nous espérons que les nouveaux pays industriels de l'Asie en viendront à jouer, au sein du système commercial international, un rôle aussi important que les avantages qu'ils en tirent. Je crois que ces nations reconnaissent que ce n'est qu'en ouvrant leurs propres marchés qu'elles pourront obtenir un élargissement de leurs marchés d'exportation.

Le Canada et l'Australie devront continuer à collaborer avec les pays de l'ASEAN pour élargir l'accès aux principaux marchés pour les produits agricoles et pour les produits à base de ressources naturelles. Une telle coopération sera essentielle pour protéger le commerce extérieur de pays autres que les trois grands du commerce.

L'engagement du Canada envers une économie plus concurrentielle se reflète également dans sa décision de négocier un nouvel accord commercial bilatéral avec les États-Unis. Peu de gens à l'extérieur de l'Amérique du Nord - et remarquablement peu aux États-Unis - savent que le Canada et les États-Unis ont la plus importante relation commerciale bilatérale au monde. Le commerce canado-américain représente plus de trois fois la valeur du commerce de l'Australie avec tous ses partenaires commerciaux. Facteur plus important, la plus large part des quelque 130 milliards \$ que nous exportons vont aux États-Unis.

Aucun pays n'est donc plus vulnérable que nous au protectionnisme américain. L'administration Reagan est engagée envers un système commercial mondial libéral, mais les États-Unis sont confrontés à un énorme déficit commercial, et le Congrès réagit aux pressions exercées pour la prise de mesures concrètes. Les lois commerciales américaines sont de plus en plus souvent utilisées. En conséquence, nos exportateurs ont vu des restrictions imposées sur des milliards de dollars d'exportations, et nous sommes menacés par de nouvelles mesures contre nos exportations.

Étant donné l'importance prédominante du marché américain pour le Canada, nous recherchons une nouvelle relation commerciale. Ces négociations devront être finalisées dans un délai plus court que pour les discussions au GATT. Nous devons décider d'ici octobre si nous pouvons parapher un projet d'accord.

Cet accord sera pleinement conforme au GATT. Nous espérons qu'il servira de modèle pour de nouveaux codes du GATT dans des domaines comme les services, la propriété intellectuelle et les investissements liés au commerce.

Nous croyons également qu'il donnera un Canada plus riche et plus compétitif, ce qui avantagera tous nos partenaires commerciaux.

J'ai mentionné au début que l'étroite coopération entre le Canada et l'Australie dans les négociations commerciales multilatérales est un élément important de notre relation.

Nous collaborons à promouvoir un meilleur environnement pour le commerce international de toute une gamme de produits, comme le blé et le charbon, pour lesquels nous nous livrons l'un l'autre une vive concurrence.

Juste avant ma visite ici, des hauts fonctionnaires du ministère que j'occupais précédemment, celui de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ont rencontré leurs homologues australiens pour échanger des vues sur les questions internationales touchant les minéraux.

La tenue de réunions comme celles-ci nous rappelle également que les sociétés canadiennes et australiennes ont collaboré à l'exploitation des ressources des deux pays. Bien sûr, les investissements, les coentreprises et les autres formes de coopération industrielle entre le Canada et l'Australie ne sont nullement confinés au secteur des ressources. Je ne peux m'empêcher de noter qu'une marque de bière canadienne bien connue, la Lager de Foster, est également vendue en Australie.

Cette perspective commune sur le monde se reflète dans l'appui que nous nous accordons mutuellement sur toute une gamme d'initiatives, qu'il s'agisse du groupe de Cairns, des négociations à l'ONU ou de la coopération au sein du Commonwealth.

En quittant votre ville aujourd'hui, je me rendrai à Brisbane pour souligner l'appui du Canada à EXPO 88 - une autre initiative de l'Australie.

L'Australie a été l'un des grands participants à EXPO 86 de Vancouver, et le Canada lui rendra la pareille en participant à EXPO 88 de Brisbane, qui soulignera le bicentenaire de l'Australie. Mais nous aimons penser que nous avons fait plus. EXPO 86 de Vancouver a redonné sa crédibilité à ce genre d'initiative: nos efforts pour l'accueillir, la financer et la publiciser en ont fait l'une des expositions les plus réussies. C'est ainsi que nous avons encouragé les pays à redonner leur faveur à cette forme unique de communication internationale - que l'on était malheureusement venu à négliger.

Certaines des nations qui prévoient maintenant être présentes à Brisbane en 1988 n'auraient probablement pas eu le désir ou les ressources de le faire si elles n'avaient pas connu une aussi bonne expérience en 1986 à Vancouver.

L'expérience de l'Australie à EXPO 86 n'a pas été différente de celle des 56 autres pays qui avaient des pavillons gouvernementaux à Vancouver. Tous ces participants ont

conclu, sans exception, que leur investissement à EXPO 86 était valable; même chose pour les quelque 30 sociétés canadiennes qui ont consacré près de 200 millions \$ à EXPO 86 à titre de participants et de fournisseurs.

Le succès d'une exposition mondiale dépend surtout d'une participation internationale étendue, diversifiée et enthousiaste. Son succès dépend largement du calibre des gens qui viennent y représenter leur pays.

Le choix de John Landy comme commissaire général de l'Australie pour EXPO 86 a été général. Il a été un ambassadeur superbe.

Il a également été le seul commissaire général à avoir déjà sa statue érigée à Vancouver. On le voit dans sa pose héroïque, alors qu'il était dépassé par Roger Bannister dans le Miracle Mile organisé pendant les Jeux du Commonwealth de 1954.

John Landy a été si impressionné par sa réputation à Vancouver qu'il s'est demandé ouvertement quelle sorte de statue et de réception il aurait trouvé s'il avait gagné la course.

L'Exposition mondiale de 1986 était unique. Elle a attiré plus de participants que toute autre exposition spécialisée - plus de 22 millions de visiteurs - 60 % de plus que prévu.

Au moins 2 000 activités spéciales, conférences et symposia ont été tenus en conjonction avec EXPO 86. Plus de 100 000 personnes - des chanteurs d'opéra aux motocyclistes - ont diverté près de 6 millions de visiteurs.

EXPO 86 a coûté de l'argent, mais elle a généré plus de 63 000 années-personnes d'emploi au Canada et 1,34 milliard \$ en salaires et traitements, 3,7 milliards \$ en activité économique, et 570 millions \$ en recettes fiscales. Ce fut à tous les égards un mégaprojet.

EXPO 86 a transformé 70 hectares de quais à édifices délabrés et a stimulé la construction d'un système automatisé de transport léger et rapide d'un milliard de dollars, d'un nouveau pont, de six nouveaux hôtels, d'un magnifique centre du commerce et des congrès et d'un beau pavillon du Canada en forme de voilier.

Par dessus tout, l'Exposition a fait de Vancouver un important centre de communications internationales, et de la Colombie-Britannique une intéressante destination touristique en bordure de la dynamique région du Pacifique. Brisbane ressemble beaucoup à Vancouver - c'est un port de

mer situé à l'extrémité du pays, une ville qui n'a pas peur d'entreprendre des projets gigantesques. Même le site d'EXPO 88 nous rappelle celui d'EXPO 86 puisqu'il suppose un réaménagement d'une partie des quais qui embellira le centre-ville.

EXPO 88 permettra aux autres nations de participer au bicentenaire de l'Australie. Pour des pays comme le Canada et l'Australie, les célébrations de nos réalisations nationales devraient être des événements internationaux. Je veux rappeler que nos deux pays continuent d'être façonnés et définis par leur ouverture au reste du monde et par leurs efforts pour garantir que le monde leur est ouvert. En travaillant ensemble, j'ai confiance que nous pourrons nous bâtir un meilleur avenir.

Je vous remercie.